

Le plurilinguisme en Ouganda : Regards croisés dans les espaces régionaux

Dr Titus Ogavu
Université de Kyambogo, Ouganda
ogavut@gmail.com/togavu@kyu.ac.ug



Synergies Afrique des Grands Lacs n° 2 - 2013
pp. 133-137

Reçu le 15 -09-12, accepté le 19-11-12

Résumé : Dans la Communauté Economique des Pays des Grands-Lacs (CEPGL) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) comme dans le monde entier, le plurilinguisme est une nécessité. Alors que le plurilinguisme global se réfère à l'emploi de plusieurs langues internationales dans une communauté donnée, en Afrique, les autorités des pays favorisent l'usage des langues locales et transfrontalières pour la communication endotribale aussi bien qu'exotribale puisque la plupart des dialectes se parlent au-delà des démarcations ethniques, en Ouganda, par exemple. Au sein de la CEPGL et la CAE, l'anglais et le français sont respectivement les langues de communication internationale selon l'histoire linguistique des pays membres. Par ailleurs, les politiques linguistiques des pays manifestent le relativisme du plurilinguisme en encourageant l'enseignement et l'utilisation du kiswahili afin de forger l'intégration régionale. Ce défi met certains promoteurs des langues internationales dans les régions concernées dans un embarras de choix des langues à favoriser afin d'assurer le plurilinguisme.

Mots-clés : Plurilinguisme, politiques linguistiques, langues internationales, langues locales, langues transfrontalières

Multilingualism in Uganda: a cross-gance in the regional spaces

Abstract: Multilingualism is a necessity in the Great Lakes Region and the East African Community. Whereas multilingualism refers to the use of several international languages in a give community, in Africa, the authorities encourage the use of local as well as cross-border languages within and outside tribes as most dialects are spoken across the ethnic borders, for example in Uganda. In the Great Lakes Region and East African Community, English and French are respectively the international communication languages following the historical background of the member countries. Furthermore, language policies of the countries show that multilingualism is relative by encouraging teaching and use of Kiswahili for closer regional integration. This challenge puts some advocates of foreign languages in the concerned countries into a difficult situation of choosing the languages that can befit the goals of multilingualism.

Key words: Multilingualism, language policies, international languages, local languages, cross-border languages

Introduction

La question du plurilinguisme en Afrique de l'Est et dans la région des Grands-Lacs est un fait géopolitique. L'Ouganda est un pays anglophone qui n'a pas de langue locale ayant un statut de langue nationale, aucun dialecte n'a été promu à ce statut-là à cause de la diversité ethnolinguistique. L'anglais est la langue officielle ainsi que celle de l'instruction. Par contre, il existe aussi d'autres langues internationales enseignées : le français, le chinois, l'arabe, le portugais. En 1994, suite à une nouvelle politique linguistique conçue par le bureau du conseil pour le statut des langues au pays, le *National Advisory Board on Languages*, a identifié 7 dialectes d'instructions au niveau régional parmi une cinquantaine de langues véhiculaires que les groupes ethniques parlent: le luganda, le lwo, le runyakitara (runyoro-rutoro et runyankore-rukiga), l'ateso, l'akarimojong, le lugbara et le lusoga. Ce sont les langues les plus répandues d'une quarantaine des dialectes au pays. L'enseignement supérieur assure la formation des futurs enseignants dans toutes ces langues.

1. Historique

Au niveau scolaire, en 2007, un curriculum thématique pilote était lancé dans la politique d'alphabétisation et d'enseignement de la comptine et du savoir-vivre en langues locales au niveau de la première année primaire jusqu'en troisième. Les supports pédagogiques ont été conçus pour les langues locales. La 4^{ème} année primaire est une période de transition où l'on devrait introduire l'enseignement de l'anglais. L'apprentissage des langues locales devrait continuer au cours de l'enseignement primaire afin de mener les apprenants à les maîtriser. En 5^{ème} année du primaire, l'anglais devrait être impérativement la langue d'enseignement.

Au niveau primaire, on enseigne le kiswahili à titre de matière optionnelle de la 4^{ème} à la 7^e année primaire dans certaines écoles. On l'enseigne également à titre facultatif dans les établissements secondaires et dans les universités. En 2006, le Parlement a voté une loi pour rendre le kiswahili langue nationale en Ouganda. L'enseignement du kiswahili s'inspire particulièrement de la question de l'intégration régionale de l'East African community (EAC)¹ et de nouer des rapports avec la Communauté Economique des Pays des Grands-Lacs (CEPGL)².

La langue française était introduite au pays particulièrement par les missionnaires français, belges, canadiens et anglais depuis 1879. Son enseignement officiel aurait commencé dans certains établissements bien avant l'indépendance du pays en 1962, notamment dans les écoles fondées par les missionnaires catholiques.

L'enseignement et l'apprentissage du français en Ouganda ont évolué selon les événements globaux géopolitiques, socio-économiques et des politiques linguistiques. Par exemple, vers la fin des années 1950 et au début des années 1960 il y a eu un grand afflux des réfugiés francophones en provenance des pays limitrophes de l'Ouganda. Un grand nombre d'entre eux se sont lancés dans l'enseignement du français dans les écoles secondaires et dans les universités.

L'enseignement officiel de la langue française a commencé dans les années soixante sur recommandation de l'Organisation de l'Unité Africaine en vue de l'élaboration du plan d'action des langues internationales sur le continent. En 1970, un accord de coopération linguistique et éducative franco-ougandais a été signé afin de lancer l'enseignement du français dans les écoles secondaires et dans les universités. La première équipe officielle de professeurs était composée des jeunes coopérants français envoyés par l'intermédiaire de l'Aide Technique française en Ouganda en 1974. L'arrivée des professeurs français a marqué l'intensification de l'enseignement et l'apprentissage de la langue française au pays. Les programmes de la formation initiale des enseignants ougandais en didactique du Français Langue Etrangères (FLE) ont été suivis de la création de l'Association des Professeurs de Français en Ouganda en 1975. Aujourd'hui, le pays jouit d'un grand nombre de francophones grâce à la politique linguistique qui favorise un peu l'enseignement du FLE à plusieurs niveaux scolaires dans un cadre plurilingue.

2. Plurilinguisme dans la CEPGL et l'EAC

Selon Jean-Pierre Cuq (2003 :195), *on appelle plurilinguisme la capacité d'un individu d'employer à bon conscient plusieurs variétés linguistiques, ce qui nécessite une forme spécifique de la compétence de communication*. Celle-ci consiste à gérer le répertoire linguistique en fonction d'un éventail large de facteurs situationnels et culturels (domaines, rôles, statuts et identités des participants ; actes, stratégies et genres ; modalités et canaux ; ton, finalités : intertextualités, principes de la conversation et de l'implicite, etc.).

Par ailleurs, dans le cadre européen commun, le Conseil de l'Europe entend par le « plurilinguisme » l'aptitude de l'individu à puiser dans un répertoire de savoir faire et de connaissances dans plusieurs langues pour faire face aux situations de communication les plus variées.

Dans cet article, étant donné le contexte des enjeux linguistiques pour l'intégration régionale au sein de la CEPGL et de l'EAC, nous employons le plurilinguisme en rapprochement avec la polyglossie - la forme de multilinguisme sociétal standardisé qui compte au moins trois variétés linguistiques et dont la distribution complémentaire est basée sur une répartition fonctionnelle d'après Jean-Pierre Cuq (2003 :197) - particulièrement du Kiswahili. Cette situation se manifeste notamment dans la politique des langues proposées par les pays membres de l'EAC qui encourage l'enseignement de plusieurs langues clés des régions en intégrant les langues nationales ou locales, par exemple, en Ouganda. Cela nous mène à exposer l'état du plurilinguisme en matière du français, de l'anglais et du kiswahili dans les régions. En fait, ce sont les langues franques de la majorité des populations concernées par l'intégration régionale.

3. Le plurilinguisme et l'intégration régionale

Alors que la question des langues régionales pour la communication est un des atouts pour forger l'intégration dans les pays membres de la CEPGL et l'EAC, la différence en langues officielles est une pierre centrale d'achoppement - le

Burundi (le français et le kirundi), la République Démocratique du Congo (le français, le lingala), le Kenya (le kiswahili et l'anglais), l'Ouganda (l'anglais et le kiswahili), la Tanzanie (le kiswahili et l'anglais), le Rwanda (le kinyarwanda, le français et l'anglais). Si le projet d'intégration de la région vise une totale réussite, la question de l'harmonisation de l'emploi des langues devra être d'une importance primordiale et le plurilinguisme devra être considéré comme une nécessité non pas un luxe dans les pays concernés. Malheureusement, il existe une divergence de politiques linguistiques où chaque pays membre semble promouvoir et privilégier les langues (locales ou internationales) qui sont à sa convenance locale de communication. Paradoxalement, certains pays de la région emploient soit la langue transrégionale (le kiswahili) soit les langues nationales (le kinyarwanda et le kirundi) comme l'une des langues officielles ce qui intrigue leurs partenaires frontaliers. Il faut aussi noter que le plurilinguisme (français, anglais et kiswahili) est favorisé dans certains pays de la CEPGL et l'EAC, mais hélas, les autres prennent l'enseignement de toutes ces langues à contrecœur. L'une des conséquences de cette divergence est l'inefficacité de communication qui dégénère à l'impasse dans certains domaines de l'intégration régionale sur base du développement socio-politico-économique et le bien-être de la population des communautés.

Par ailleurs, la politique du plurilinguisme a beaucoup plus réussi dans certains pays de la CEPGL et l'EAC que dans d'autres. Par exemple, l'usage du français et de l'anglais est important au Burundi, en RDC et au Rwanda malgré les obstacles auxquels ce dernier s'est heurté ces dernières années. Toutefois, l'enseignement du français n'est pas suffisamment répandu et promu dans les pays partenaires anglophones alors que les pays membres francophones encouragent beaucoup l'apprentissage de l'anglais. Semblablement, au cours de ces dernières années, l'emploi du kiswahili est très favorisé dans tous les pays de la région sauf en Ouganda, où, à cause des raisons historiques, la langue est toujours considérée par une grande partie de la population comme un argot utilisé par les forces de l'ordre, les militaires et les agresseurs.

Conclusion

Alors que certains académiciens soutiennent l'hypothèse selon laquelle l'apprentissage des langues locales notamment les langues maternelles aide les enfants à mieux comprendre, l'usage des langues étrangères les aide à communiquer au-delà de leurs communautés. Les politiques de l'enseignement et l'apprentissage des langues internationales dans les pays de la CEPGL et l'EAC ne devraient pas s'accrocher à l'attitude traditionnelle de la période coloniale de langues des maîtres. Il faut éviter la concurrence entre la Francophonie et le Commonwealth. Les langues devraient être promues pour le développement transversal des communautés francophones, anglophones et *swahilophones* de la région. Le français, l'anglais et le kiswahili devraient être employés en complémentarité afin de renforcer le processus d'intégration et de développement à travers les pays de la CEPGL et l'EAC.

Afin de populariser le plurilinguisme pour l'intégration régionale, l'enseignement et l'apprentissage des langues internationales devraient prendre les spécificités

culturelles des communautés dans la conception du contenu du matériel didactique. Toutes les universités des pays de la CEPGL et l'EAC devraient mener, en synergie, une campagne vigoureuse de promouvoir l'enseignement du français, de l'anglais et du kiswahili au sein de leurs programmes afin de rendre leurs diplômés multilingues et capables d'être en lice pour l'emploi dans la région. Les conseils interuniversitaires devraient être sensibilisés à l'importance de disposer d'une politique commune de développer les programmes d'enseignement et d'apprentissage des langues.

L'enseignement et l'emploi des langues dans les pays de la CEPGL et l'EAC devraient avoir une vision de faciliter non seulement la communication par la population au delà des régions, mais également promouvoir le plurilinguisme pour le développement des ressources humaines dont les régions ont besoin. Les politiques linguistiques des pays de la CEPGL et l'EAC devraient favoriser la propagation du plurilinguisme et la sensibilisation des parties prenantes à l'importance d'éduquer une population plurilingue en privilégiant l'apprentissage des langues internationales dans les deux espaces régionaux.

Bibliographie

Cuq, J-P., 2003. *Dictionnaire de didactique du français langue étrangère*, Paris : Clé International.

Conseil de l'Europe, 2001. *Le cadre européen commun de références pour les langues*, Paris : Éditions Didier.

Hawkins, R. 1993. *French Today, Language in its Social Context*, Language Journal 66.2, London : Hagen & DeWitt.

Notes

¹ East African community - La Communauté de l'Afrique de l'Est dont le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie sont membres.

² Communauté Economique des Pays des Grands-Lacs - Les pays membres - le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.